

## **Toujours pas de budget à l'ONF: les communes forestières s'alarment**

PARIS - La Fédération nationale des communes forestières, (Fncofor) et les syndicats de l'Office national des forêts (ONF) ont déploré jeudi le fait que le budget 2010 ne soit toujours pas voté, craignant une "politique de gestion à très court terme de la filière bois".

"Le budget aurait dû être voté avant la fin 2009", a déclaré jeudi à l'AFP, Pierre Darmanté, l'un des quatre administrateurs de l'ONF représentant la Fncofor, qui fédère les 6.000 communes forestières de France, souvent de petite taille.

"Cela laisse imaginer des difficultés sérieuses avec les ministères de tutelle et rend l'ONF encore plus tributaire des ventes de bois, dont le montant est très volatile. Récemment, les prix du bois se sont effondrés", en raison de ventes excessives, a déploré M. Darmanté, maire d'Arjuzanx, une petite commune des Landes (200 habitants).

Selon des sources concordantes, le conseil d'administration ne s'est plus réuni depuis juillet 2009 et seulement 12% des coûts de gestion des forêts communales sont reversés par les communes à l'ONF, l'Etat compensant le reste.

"L'ONF permet de gérer des forêts communales, quelle que soit la richesse des communes", a souligné la même source.

"On ne peut plus imaginer de descendre en dessous du nombre actuel de forestiers, on n'en a plus assez pour assumer l'entretien et une gestion à long terme, intelligente de la filière bois qui est le deuxième plus gros déficit commercial de la France après le pétrole", a souligné M. Darmanté.

Dans l'éditorial de son dernier bulletin, intitulé "touche pas à mon garde forestier", la Fncofor dénonce une diminution "de 20% des effectifs de l'ONF en trois ans". Contacté par l'AFP, l'ONF n'a pas réagi dans l'immédiat.

Les administrateurs Fncofor "seraient dans l'impossibilité de voter un budget qui ne présenterait aucune garantie quant à l'avenir des forêts communales", a souligné Jean-Claude Monin, président de la Fncofor.

"Vu la conjoncture économique et sociale difficile que traverse l'ONF, il serait assez logique" que les administrateurs se réunissent, "ne serait-ce que pour donner de l'information aux personnels", a déclaré à l'AFP Philippe Berger, responsable du Snupfen-Solidaires (35% des voix aux élections à l'ONF).

"Les forestiers sont inquiets, la conséquence risque d'être des coupes de bois intensives, sans aucune logique dans une pure logique de très court terme", a renchéri Pascal Leclercq (CGT, 18% des voix).